

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de  
l'Ariège  
Subdivision Environnement Industriel Env3

Foix, le 19 août 2022

10 rue des Salenques  
BP 102 - 09007 FOIX Cédex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21 juillet 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Récaéro**

Parc technologique Delta Sud  
515 rue Antoine de Saint-Exupéry  
09340 VERNIOLLE

Références : 2022/186-187  
Code AIOT : 0006802188

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 juillet 2022 au sein de l'usine de fabrication de pièces de rechange pour l'aéronautique exploitée par la société RECAERO implantée Parc technologique Delta Sud 515 rue Antoine de Saint-Exupéry 09340 VERNIOLLE. L'inspection a été annoncée le 12/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale de contrôle relative au risque incendie au sein des ateliers de traitement de surface.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Récaéro
- Parc technologique Delta Sud 515 rue Antoine de Saint-Exupéry 09340 VERNIOLLE
- Code AIOT : 0006802188
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : non IED

La société RECAERO est spécialisée dans la fabrication de pièces de rechange pour le secteur aéronautique.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion des suites données à la précédente visite du 18 avril 2019 ;
- action nationale de contrôle relative à la prise en compte du risque incendie dans les ateliers de traitement de surface ;
- incident du 14 juin 2022.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Type de suites
1	Recensement des parties à Risques	Article 10 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019	/	Mise en demeure
2	Installations électriques – conception	Article 10 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019	/	Mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Type de suites
10	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Article 20.III de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019	/	Mise en demeure
11	Récolement	Article I.6.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2016	Point relevé lors de la précédente visite du 18 avril 2019	Mise en demeure
14	Risque foudre	Article VII.3.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2016	Point relevé lors de la précédente visite du 18 avril 2019	Mise en demeure

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
6	Installations électriques – chauffage des bains	Article 54 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019	/
7	Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte	Article 14 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019	/
8	Moyens de lutte incendie – extincteurs	Article 14 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019	/
9	Moyens de lutte incendie – entretien	Article 14 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019	/
12	Détecteurs	Article VII.3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2016	Point relevé lors de la précédente visite du 18 avril 2019
13	Détection incendie	Article VIII.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2016	Point relevé lors de la précédente visite du 18 avril 2019
15	Confinement des eaux d'extinction	Article VII.4.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2016	Point relevé lors de la précédente visite du 18 avril 2019
16	Dégagement de fumées du 15 juin 2022	Article R. 512-69 du code de l'environnement	/

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La présente visite d'inspection a permis de mettre en évidence 5 faits susceptibles de suite.

L'exploitant devra, en particulier, déterminer sa capacité de confinement des eaux d'extinction, et son adaptation au vu des besoins en eaux d'extinction.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Recensement des parties à Risques

<b>Référence réglementaire :</b> article 10 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Locaux à risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).
<b>Constats :</b> L'exploitant présente son plan général de localisation des risques de son site, puis un document plus détaillé à l'échelle de l'atelier de traitement de surface. L'exploitant complètera ce document plus détaillé avec le détail des cuves de la partie TS2 de son atelier de traitement de surface (nom, quantités et symboles de dangers des produits).  Il complètera également son plan général de localisation des risques, avec le détail des autres zones à risque identifiées (type de risques, quantité maximale de produits susceptibles d'être entreposées...).
<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> mise en demeure

### N° 2 : Installations électriques – conception

<b>Référence réglementaire :</b> article 17 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Installations électriques conçues conformément aux normes en vigueur et entretenues
<b>Constats :</b> L'exploitant présente ses deux derniers rapports de vérification des installations électriques. Le dernier certificat Q18 établi indique que l'installation peut provoquer des risques d'incendie et/ou d'explosion. Les équipements concernés ne sont toutefois pas ceux situés dans l'atelier de traitement de surface.  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées son programme de mise en conformité de ses installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> mise en demeure

## N° 6 : Installations électriques – chauffage des bains

<b>Référence réglementaire :</b> article 54 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que l'arrêt du chauffage des cuves est asservi à la détection du manque de liquide dans les cuves, et détaille les caractéristiques du dispositif, ainsi que son programme de vérification. Les dernières vérifications menées ne font pas état de dysfonctionnement de ce dispositif.  L'inspection des installations classées constate la bonne installation de ce dispositif.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite

## N° 7 : Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte

<b>Référence réglementaire :</b> article 14 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
<b>Constats :</b> Une alarme automatique et manuelle est présente dans l'atelier.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite

## N° 8 : Moyens de lutte incendie – extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> article 14 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'extincteurs et d'extincteurs sur roue dans son atelier de traitement de surface.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite

## N° 9 : Moyens de lutte incendie – entretien

<b>Référence réglementaire :</b> article 14 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente les deux derniers rapports de vérification de ses extincteurs, ainsi

que ceux de ses dispositifs de désenfumage et de son système de sécurité incendie. Ses rapports ne font pas état de non-conformité des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite

#### N° 10 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

<b>Référence réglementaire :</b> article 20.III de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant indique disposer d'une capacité de confinement sur site de 155 m3. L'étude de dangers actualisée en 2016 mentionne une capacité de 144,45 m3, répartis comme suit : - 46,45 m3 dans le sous-sol du laboratoire ; - 98 m3 au niveau de la zone centrale de l'usine.</p> <p>L'exploitant déterminera la capacité réelle de rétention du site, ainsi que les besoins en eaux d'extinction, et précisera si cette capacité est adaptée pour retenir l'ensemble des besoins en eaux d'extinction.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> mise en demeure

#### N° 11 : Récolement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/08/2016, article I.6.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Récolement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui, lors de la visite du 18 avril 2019
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Un récolement sur le respect du présent arrêté et des prescriptions annexées est exécuté par l'exploitant ou un organisme compétent. Ce contrôle, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, est réalisé dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté et sera transmis à l'inspection des installations classées. Ce contrôle peut être renouvelé à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> Le récolement effectué en avril 2019 indiquait que 3 mesures seraient réalisées après le retrofit de l'atelier de traitement de surface</p> <p>Parmi ces mesures, l'inspection des installations classées constate : - que l'exploitant a dédoublé les armoires de commande de l'atelier de traitement de surface ; - que l'ensemble des alarmes techniques a été intégrée sur la centrale d'alerte, à laquelle a accès une société de télésurveillance ; - que de nouvelles consignes d'exploitation n'ont pas été établies.</p> <p>L'exploitant fournira ses consignes d'exploitation à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites

<b>Proposition de suites</b> : mise en demeure
--

**N° 12 : Détecteurs**

<b>Référence réglementaire</b> : article VII.3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2016
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Détecteurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : oui, lors de la visite du 18 avril 2019
<b>Prescription contrôlée</b> : L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
<b>Constats</b> : L'exploitant indique que les contrôles de fonctionnement de l'ensemble des détecteurs, capteurs et sondes liés à la sécurité du site ont été intégrés dans sa GMAO, et que ceux-ci sont effectués à fréquence semestrielle. Il présente sa GMAO, qui liste bien l'ensemble des opérations de contrôle des capteurs de sécurité de l'atelier de traitement de surface.
<b>Type de suites proposées</b> : sans suite

**N° 13 : Détection incendie**

<b>Référence réglementaire</b> : article VIII.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2016
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Détection incendie cabine de peinture
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : oui, lors de la visite du 18 avril 2019
<b>Prescription contrôlée</b> : La cabine de peinture et l'étuve de séchage sont munies sous trois mois, d'un système de détection automatique d'incendie conformément à l'arrêté du 2 mai 2002 susvisé.
<b>Constats</b> : La détection automatique incendie a été installée sur la cabine de peinture et l'étuve de séchage. L'exploitant indique qu'aucune détection automatique n'est installée au niveau du poste de soudage, du fait d'une hauteur de plafond trop importante et du caractère manuel et temporaire de l'activité.
<b>Type de suites proposées</b> : sans suite

**N° 14 : Risque foudre**

<b>Référence réglementaire</b> : article VII.3.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2016
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : oui, lors de la visite du 18 avril 2019
<b>Prescription contrôlée</b> : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre. L'exploitant met en œuvre au plus tard sous six mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'ensemble des mesures de protection contre la foudre, prévues dans l'étude technique à réaliser.
<b>Constats</b> : L'exploitant indique avoir installé les moyens de protection préconisées dans l'étude technique foudre réalisée. Il transmettra à l'inspection des installations classées les documents permettant de justifier l'installation de ces moyens de protection.
<b>Type de suites proposées</b> : susceptible de suites
<b>Proposition de suites</b> : mise en demeure

**N° 15 : Confinement des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> article VII.4.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2016
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui, lors de la visite du 18 avril 2019
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux d'extinction sont collectées dans le sous-sol du laboratoire et au niveau de la zone centrale de l'usine. L'exploitant établit sous trois mois la procédure de confinement des eaux d'extinction
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet la procédure correspondante.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite

**N° 16 : Dégagement de fumées du 15 juin 2022**

<b>Référence réglementaire :</b> article R. 512-69 du code de l'environnement
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rapport d'incident
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, par courriel du 16 juin 2022 un rapport d'incident relatif au dégagement de fumées en provenance du local transformateur du 15 juin dernier. Ce rapport indique qu'« une opération de remplacement complète de l'onduleur est engagée ». Le remplacement de l'onduleur est toujours en cours le jour de l'inspection. L'exploitant informera l'inspection des installations classées de son remplacement.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite